



Syndicat CGT Michelin Roanne

06-70-96-07-73

06-17-37-08-17

www.cgtmichelin.fr

SALAIRES, POUVOIR D'ACHAT

Ça ne peut plus durer ! + 350 €

Nous devons dire tous ensemble à la direction :

- notre ras le bol de ses méthodes
- notre ras le bol des sous-effectifs
- notre ras le bol des pressions pour en faire toujours plus
- notre ras le bol des bas salaires

N'oublions pas que de meilleurs salaires, c'est aussi une meilleure protection sociale, de meilleures retraites et bien sûr un meilleur pouvoir d'achat permettant de relancer la consommation et l'économie.

Pour que ces revendications aboutissent, il faut que l'on se rassemble toutes catégories confondues, c'est tous ensemble que l'on réussira !

SIGNEZ MASSIVEMENT LA PETITION PROPOSEE PAR LA CGT.

Les 35 heures du patron, ça ne passe pas !

Après le vote pour le calendrier 4x8 avec le planning 2*2*2 par un choix majoritaire, la direction du site nous menace encore et encore une fois de fermeture si il nous prenait l'idée de montrer notre désaccord. Malheureusement au moment du référendum sur l'accord des 35 heures signé par une seule organisation la «CFDT » nous avons dit nous la CGT le danger de cette accord et nous avons été les seul à le dénoncer en allant au tribunal, nous avons toujours dit aussi que si toutes les autres organisations syndicales l'avaient dénoncés en même temps, les choses auraient peu être été différentes. Alors, oui, aujourd'hui on peut rêver, d'un avenant ou que la CFDT revienne sur sa signature !!!!!!!!!!!!!!!.

Malheureusement cette accord 35 heures permet de faire le maximum de flexibilité avec des ou pas de dimanche, des jours fériés ou pas.....

N'empêche que la CGT sera avec vous quoi que vous décidiez dans les prochains jours.

POUR NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES, NOS RETRAITES, Tous en lutte !

En plus de milliers de licenciements journaliers, les études montrent une chute de plus de 20 % des intentions d'embauches, dont la plus grande part concerne les CDI. Cela signifie que, pour les salariés en CDD et intérim, la situation est dramatique : leurs contrats se terminent les uns derrière les autres sans débouchés. Cela signifie que ceux-ci viennent grossir les cohortes de chômeurs qui amplifient la spirale de dégradation générale de vie de millions d'entre-nous. Il s'agit donc non seulement de l'augmentation de la précarité par l'augmentation du chômage mais aussi par la paupérisation des travailleurs et la dégradation de leurs conditions de travail.

Les salariés de **MANITOWOC, JALLA, ASD, GPV, DIRICKX, BARRIQUAND, MICHELIN** et de bien d'autres entreprises industrielles du roannais sont licenciés, font du chômage partiel et subissent les affres de cette crise capitaliste. Il en est de même pour les services publics où la poste va être privatisée avec également de nouvelles attaques contre la santé publique. Et, pendant ce temps-là, les patrons du CAC 40 continuent d'étaler leur opulence : retraites dorées, bonus, stock-options continuent d'être distribués, y compris à ceux dont le bilan est catastrophique... Tandis que certaines entreprises tirent prétexte de la crise pour baisser les salaires ou remettre en cause les acquis.

La casse des services publics et de l'Etat se poursuit inlassablement : la suppression de 35 000 postes de fonctionnaires est annoncée pour 2010, les réformes «libérales» ne sont pas arrêtées, loin de là : éducation, enseignement supérieur et recherche, santé publique avec la loi Bachelot, sont toujours l'objet de coups de boutoirs de la part d'un gouvernement et d'une majorité parlementaire qui se moquent totalement des aspirations des salariés à plus d'égalité et de justice sociale. Le gouvernement persiste dans une politique qui mène droit dans le mur et continue à faire la part belle au patronat et aux actionnaires.

Le MEDEF en rajoute dans la provocation en exigeant une plus grande liberté de licencier.

La liste des sous-traitants en difficulté se rallonge, le nombre de chômeurs est en hausse.

Le compte n'y est pas face aux 15 milliards du paquet fiscal, 70 milliards des niches fiscales, 12 milliards de la taxe professionnelle, 21 milliards de prêts aux banques et 340 milliards de réserves pour ces dernières et les 42 milliards d'allègement de cotisations sociales.

Mais pas question pour le gouvernement de toucher à ça. Pour le gouvernement une seule solution : faire payer de plus en plus les familles, les jeunes, les salariés les demandeurs d'emploi et les retraités

Des mesures d'urgence d'une tout autre ampleur sont impératives.

Indemnisation du chômage partiel à 100 %, financée par un fond patronal afin que l'ensemble des salariés puisse en bénéficier ;

Interdiction des licenciements ;

Arrêt des exonérations de cotisations patronales dont les effets en termes de création d'emplois n'ont jamais été démontrés ;

Abrogation de la loi TEPA et de la défiscalisation des heures supplémentaires et du bouclier fiscal ;

Augmentation du SMIC, des minima sociaux, des allocations chômage des salaires et pensions ;

Arrêt des suppressions d'emplois publics ;

Arrêt des privatisations des services publics.

**À l'appel de : C.G.T., C.F.D.T, C.F.T.C., UNSA, F.S.U., Solidaires,
ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS**

Pour la défense de notre pouvoir d'achat et une revalorisation de nos salaires, le Syndicat CGT Michelin vous appelle à une journée d'action avec arrêts de travail allant 2 à 8 heures en fin de poste dans toutes les équipes et de participer au rassemblement devant la CCI

(Grève le 29/11 en équipe C et le 30/11 : 2 ou 4 ou 8 heures en équipe A, B et C)